

Présidentielle 2017 : Emmanuel Macron propose (discrètement) une baisse de 100 milliards d'euros des dépenses publiques



"Revenir à 50 % de dépenses publiques rapportées au PIB, c'est crédible à horizon 2022", avait déclaré l'ancien ministre de l'Économie à l'université d'été du Medef en 2015.

Si le candidat le plus associé à la baisse des dépenses publiques est le vainqueur de la primaire de la droite et du centre, François Fillon, Emmanuel Macron propose lui aussi, mais de manière moins explicite, de réduire la dépense publique de 100 milliards d'euros, c'est-à-dire ramener celle-ci à 50 % du PIB en 2022.

Comme le rappelle l'hebdomadaire [Le Point](#), qui note que le candidat maintient cet objectif sur le site [Vision Macron](#), l'ancien ministre de l'Économie avait déjà abordé le sujet à l'université d'été du Medef en 2015, lorsqu'il était encore en fonctions :

"Nous devons progressivement habituer notre économie à se déshabituer de la réponse facile que les gouvernements, je dois dire de toutes couleurs, ont, historiquement, jusqu'ici utilisée, c'est-à-dire la dépense publique. Quand on a une difficulté, on y répond par de la dépense publique en corrigeant les inégalités que l'économie aurait créées sans vouloir chercher à les prévenir. Quand quelque chose ne repart pas assez vite, on met de la dépense publique pour permettre de faire un choc conjoncturel. Lorsqu'on a 57 % de dépenses publiques rapportées au PIB, ce n'est plus possible. Ce n'est plus possible parce que c'est reporter le problème sur les générations à venir, c'est créer une iniquité intergénérationnelle nouvelle, c'est considérer que le traitement de nos difficultés d'aujourd'hui, les jeunes le paieront demain et que ça n'est pas notre problème. C'est avoir une forme de discours irresponsable quand on croit à l'Europe, ce qui est mon cas, et lorsqu'on constate que la moyenne des pays de la zone euro est de huit points inférieure à la nôtre. Notre ambition, notre perspective, c'est d'ici 2022 de revenir à 50 % de dépenses publiques rapportées au PIB . Ce n'est pas aberrant, certains diront ce n'est pas assez, parfois ceux qui l'ont largement augmenté, d'autres diront c'est trop. Revenir à 50 % de dépenses publiques rapportées au PIB, c'est crédible à horizon 2022", avait-il déclaré.

[>>>> À lire aussi : Emmanuel Macron pourra\(it\)-il survivre à un soutien officiel des hollandais](#)